

<https://www.snetap-fsu.fr/Pour-des-mesures-d-urgence-et-une-strategie-globale-contre-le-Covid19-en-milieu.html>



Pour des mesures d'urgence et une stratégie globale contre le Covid19 en milieu scolaire

- Les Dossiers - Vie fédérale -

Date de mise en ligne : mercredi 24 février 2021

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés



Presque un an après le début de la crise sanitaire, la gestion ministérielle de ce dossier est marquée par de très nombreuses insuffisances qui frisent parfois l'irresponsabilité. Enfermé dans un déni coupable de réalité, le ministre de l'Éducation nationale multiplie les sorties médiatiques à contre-courant de la situation sanitaire réelle. Il prend aussi des décisions incompréhensibles dont la dernière en date est l'allègement du protocole sanitaire alors même que les variants circulent davantage sur le territoire. Pourtant les différents avis et études scientifiques convergent tous pour mettre en avant le rôle actif de l'école dans la diffusion de l'épidémie.

Attachés au maintien de l'ouverture des écoles et des établissements comme à la scolarité en présentiel des élèves, la [FSU](#), la [FCPE](#), le collectif École et Familles oubliées exigent la mise en place d'un protocole sanitaire qui permettrait enfin d'assurer la protection des élèves et des adultes et plus largement de la société par une gestion responsable et volontariste de la crise sanitaire. Parmi les mesures à prendre en urgence :

- la diffusion par aérosol est un élément clé de la circulation rapide du virus. Cette donnée n'a jamais vraiment été prise en compte par le ministère de l'Éducation nationale : les établissements scolaires ne sont toujours pas équipés en détecteurs de CO₂, les conditions d'aération sont déplorables. C'est uniquement grâce à des initiatives individuelles (parents d'élèves, enseignants) ou politiques (collectivités territoriales) que des capteurs de CO₂ sont installés dans certaines classes. L'Éducation nationale en est donc réduite à compter sur la grande débrouille de ses usagers. Nous exigeons l'équipement en détecteurs de CO₂ de toutes les écoles, établissements scolaires et CIO, des purificateurs d'air pour les cantines, ainsi que la mise en place d'une large campagne d'information et de sensibilisation sur la diffusion par aérosol.
- la politique de tests/traçage/isolement n'est pas à la hauteur, encore plus dans un contexte de diffusion des variants anglais, brésilien et sud africain. Nous demandons qu'il n'y ait pas de distinction en fonction des variants : un cas positif doit entraîner la fermeture de la classe et les adultes doivent être systématiquement considérés comme cas contacts. La politique de tests doit être renforcée : si l'annonce de tests salivaires va dans le bon sens, elle est insuffisante face aux enjeux de la période. Il faut davantage de tests, réguliers, une stratégie de déploiement plus lisible et mieux coordonnée ainsi qu'une plus grande réactivité des ARS. Il s'agit également de mettre en place une surveillance épidémiologique avec une stratégie de dépistage de masse, entraînant des tests réguliers.
- il est incompréhensible que l'Éducation nationale ne soit pas en mesure de fournir des données fiables et précises sur le nombre de cas (y compris de variants), les conséquences en terme de fermeture de classes et d'établissements, le nombre de tests, leur type, les résultats par académie et au niveau national. Nous exigeons que ces données soient fournies chaque semaine, en open data.
- nous réitérons notre demande que l'État fournisse des masques chirurgicaux aux élèves. L'interdiction de porter des masques faits maison ne s'est pas accompagnée d'une mesure de gratuité ce qui met de nombreuses familles en difficulté alors même que la crise économique frappe durement bon nombre de ménages. De plus, la

Pour des mesures d'urgence et une stratégie globale contre le Covid19 en milieu scolaire

fourniture de masques chirurgicaux permet de s'assurer du renouvellement régulier et de la qualité des masques portés par les élèves.

Ces mesures urgentes doivent s'accompagner d'une réelle réflexion et concertation sur le meilleur moyen de sécuriser les établissements scolaires. Des moyens humains et financiers doivent aussi être débloqués à court et moyen terme : pour assurer les remplacements, pour préparer la rentrée 2021, pour alléger les effectifs, pour engager les aménagements nécessaires dans les locaux etc...

Nos organisations exigent donc la mise en place d'une stratégie globale de lutte contre le covid19 et de prévention en milieu scolaire. Il y a urgence ! A

Paris, le 24 février 2021